

LA VIE SUSPENDUE DES REDWAN

La guerre qui fait rage depuis les massacres du 7 octobre 2023 a dispersé les membres de cette famille gazaouie. Reem et sa fille Sewar ont trouvé refuge à Ramallah, en Cisjordanie, tandis que son aînée, Zaina, est partie étudier en Espagne. Suspendues aux nouvelles d'une sœur ou d'un père qui tentent de survivre sous les bombes, les exilées se désespèrent de la situation, hantées par leurs morts et la culpabilité d'être parties.

DEBOUT DEVANT LA GAZINIÈRE, Reem Redwan retourne d'une main agile des qatayef, petites crêpes farcies typiques des nuits de ramadan levantines. Dans le salon mitoyen, la télévision, volume au plus bas, diffuse dans le vide un épisode d'une des séries que les pays arabes produisent par dizaines pour occuper les familles après la rupture du jeûne, au crépuscule de ce 29 mars, vers 18 heures. Son logement ressemble à un appartement témoin, impeccablement rangé, avec des meubles impersonnels et des murs nus. Seules quelques photos aimantées sur le réfrigérateur marquent une présence. La mère et sa fille adolescente de 16 ans, Sewar, ont posé leurs valises ici il y a trois semaines, en plein centre-ville de Ramallah, en Cisjordanie occupée. Ce nouvel appartement reste un arrêt provisoire, plus confortable que le deux-pièces ouvert à tous les vents qu'elles ont habité pendant un an et demi, sur le toit d'un immeuble en lisière de la ville, loin de tout. Hors de Gaza, où elle a vécu la plus grande partie de sa vie, Reem partage le même sort que ses proches et amis restés dans l'enclave : le déplacement et le déracinement subis, qui semblent sans fin.

« Je n'ai pas d'adresse. J'ai perdu mon passé, je suis dépossédée de mon avenir, je me traîne dans le présent. Dans ce genre de situation, on tente de se consoler avec ce qui nous reste, mais j'ai les mains vides. Quand j'essaie de me remémorer le passé, je n'y trouve que de la douleur », résume-t-elle en arrosant les qatayef d'un mélange d'eau et de citron sucré. À presque 50 ans, toute sa vie a été emportée dans le fracas de la guerre que mène Israël à Gaza, après les massacres du 7 octobre 2023 perpétrés par le Hamas. *M Le magazine du Monde* l'avait rencontrée, avec ses deux filles et sa sœur Eman, en banlieue de Ramallah, il y a un an et demi, pour raconter son histoire dans le numéro du 25 novembre 2023. Ses parents, Amer et Na'ama, son petit frère Hussein et un ami de la famille venaient d'être tués dans un bombardement, le 10 octobre 2023. La maison familiale dans la ville de Gaza, « dernier refuge » qui lui donnait un « sentiment de sécurité », avait été rasée dans l'explosion. Leurs souvenirs, ses diplômes et ses papiers avaient été ensevelis sous les décombres. Un éphémère cessez-le-feu, entré en vigueur le 19 janvier, lui a offert, à elle et à sa famille, une respiration sans créer un réel espoir. Le 18 mars, leur monde s'est encore un peu plus effondré : Israël a repris les bombardements sur l'enclave, tuant plusieurs centaines de personnes en quelques heures.

En un an et demi, Reem Redwan n'a pas changé physiquement, mais son humeur est plus volatile. Son humour mordant a décuplé avec les tragédies, il s'est noirci aussi, disparaissant parfois derrière une profonde tristesse. Depuis notre rencontre en novembre 2023, elle a malgré tout investi une énergie considérable pour rester à flot et construire son propre réseau à Ramallah, ville qui lui était étrangère. Elle ne sait pas quand ni même si elle pourra un jour revenir à Gaza. La rentrée 2023 était pourtant chargée de promesses : Sewar, la cadette, venait d'être acceptée dans un lycée international en Israël. En septembre, Reem l'avait accompagnée pour sortir de l'enclave sous blocus. Elle en avait profité pour retrouver sa sœur Eman, mariée à un Palestinien de Cisjordanie, et sa fille aînée, Zaina, partie étudier le journalisme et la communication deux ans plus tôt à l'université de Birzeit, à côté de Ramallah. Depuis tout ce temps, elle n'avait pas pu la

serrer dans ses bras. Le 7-Octobre, les massacres du Hamas en Israël ont refermé les portes de Gaza ; Reem et ses deux filles, Sewar et Zaina, sont restées coincées à l'extérieur, entre deux mondes. À Ramallah, dans leur patrie, en territoire palestinien, elles vivent de façon illégale. Israël, qui délivre les papiers d'identité via l'Autorité palestinienne, leur interdit de vivre en Cisjordanie puisque leur adresse officielle est à Gaza. « *J'ai des problèmes pour ouvrir une ligne de téléphone à mon nom, retirer de l'argent à la banque...* », énumère Reem d'une voix fatiguée, ses cheveux ramassés dans un élégant foulard noir et blanc.

Elles vivent comme en prison. Hors des limites de la ville, elles pourraient tomber sur l'un des innombrables checkpoints israéliens qui bloquent les routes de Cisjordanie et y être arrêtées. L'université de Birzeit, la plus importante du territoire palestinien, connue pour son activisme politique, a été la cible de raids de l'armée israélienne. « *Tous les jours, on apprenait qu'elle était fermée, qu'il y avait eu des arrestations. À chaque fois que ma fille Zaina allait à la fac, je la sentais en danger* », raconte Reem. Elle l'a envoyée à l'étranger, pour la mettre à l'abri. En novembre 2024, Zaina est partie en Espagne – un aller sans retour. Elle a décroché une bourse catalane pour continuer à étudier les mêmes spécialités dans une université de Barcelone.

Dans un sourire triste, Reem repousse le plat de qatayef, glisse son doigt sur son portable et cherche une photo d'elles trois sur une plage de Gaza, prise quelques années plus tôt. Mère et filles avaient l'habitude d'y prendre le petit déjeuner, croquant quelques concombres, des tomates et des tartines de labné, un fromage frais local, tôt le vendredi, jour de congé, quand les rues de l'enclave surpeuplée étaient vides et calmes. Le cliché est l'un des derniers qu'elles ont pris ensemble à Gaza. Les deux filles de Reem utilisent la même expression en arabe pour décrire ce manque qui les habite : cette année n'a pas été suffisante pour les « *rassasier* » l'une de l'autre. Zaina appelle sa mère plusieurs fois par jour, prend le café à distance avec elle, la bouscule avec ses plaisanteries et ses réflexions politiques.

Ce soir-là, elle lui parle de son bureau. Derrière elle, sa camarade de chambre, Miriam, salue aussi la famille, qu'elle connaît bien désormais, sans jamais l'avoir rencontrée physiquement. Un rayon de soleil éclaire la petite pièce où les deux jeunes filles révisent et dorment, dans l'immense bâtiment réservé aux logements étudiants. En Espagne, « *la vie est belle* », déclare Zaina, qui parle vite, enthousiaste. Elle qui a grandi dans Gaza sous blocus côtoie désormais des camarades du Liban, de Syrie, de Somalie, du Congo. « *J'étais choquée d'ignorer tout de ce qui se passe au Congo et au Rwanda*, remarque-t-elle. *Ma capacité d'adaptation a décuplé.* » Elle parle de la Palestine dès qu'elle en a l'occasion et a donné plusieurs interviews sur Gaza à des magazines catalans.

Quitter sa terre quand on est palestinien est une décision déchirante, chargée d'une portée politique et symbolique. L'expulsion des Palestiniens est un fantasme de l'extrême droite israélienne aujourd'hui banalisé dans l'opinion publique et repris jusqu'au plus haut sommet de l'État hébreu. Le 22 mars, le gouvernement israélien a ainsi voté la création d'une nouvelle administration au sein du ministère de la défense, destinée à faciliter « *l'émigration volontaire* » des Palestiniens de Gaza. « *Entre Palestiniens, on évoque le départ en baissant la voix* », confie Reem. Zaina, 21 ans, a tout quitté le cœur serré. Avant de partir, elle n'a rien dit à ses amis, s'est même inscrite pour un nouveau semestre à Birzeit. Elle craignait de ne pas être autorisée à sortir du territoire. Pour aller en Espagne, comme les Palestiniens n'ont pas le droit de transiter par l'aéroport de Tel-Aviv, elle a dû prendre l'avion à Amman. Et donc traverser la frontière entre Israël et la Jordanie.

« *Cent scénarios tournaient dans nos têtes*, se rappelle Reem. Zaina n'avait que des vêtements pratiques dans son sac, au cas où elle serait arrêtée. *Pas de beau pyjama mais des fringues pour tenir dans un camp militaire.* » La jeune femme a voyagé avec sa tante Eman et son cousin Hassan, qui étudie lui aussi à Barcelone. À la frontière, elle est sommée de se ranger sur le côté quand une soldate israélienne découvre qu'elle vient de Gaza. « *J'avais peur*, raconte l'étudiante. *Ils avaient des chiens. Ils les tenaient en laisse, mais je ne sais pas, j'avais peur d'eux.* » Lui revient en mémoire l'histoire de Muhammed Bhar, un jeune homme trisomique de 24 ans, attaqué chez lui en juillet 2024, à Gaza, par un chien de l'armée israélienne et que les militaires ont laissé mourir de ses blessures. Au bout de deux heures, deux Israéliennes l'interrogent puis l'avertissent : « *S'ils te refoulent côté jordanien, nous ne saurons pas où t'envoyer.* »



Zaina, elle, sait : elle risque l'arrestation ou l'expulsion vers Gaza. Elle se tait, prend son passeport et part. Côté jordanien, elle passe sans encombre, on l'accueille avec une tasse de café. Elle est sortie. Désormais en Espagne, en sécurité, elle se sent pourtant encore « *en permanence menacée* ». Son père, Hani Qazzaz, divorcé de leur mère, vit toujours à Gaza. « *Aucun mot ne peut décrire ce qui nous est tombé dessus* » depuis le 7-Octobre, explique Zaina. Le lendemain de la fin du cessez-le-feu rompu par Israël le 18 mars, Zaina a reçu un message de sa mère qui lui annonçait que la maison familiale paternelle avait été touchée par un bombardement. La jeune femme était sur le chemin de l'université. « *Mes jambes, soudain, ne me portaient plus* », décrit-elle.

Lors d'un appel, début avril, la ligne depuis Gaza grésille et la voix du père de Zaina et Sewar disparaît parfois, perdue dans les remous de la mauvaise connexion, tandis qu'il raconte l'instant où il a frôlé la mort. Hani Qazzaz parle d'un ton clair, qui se veut détaché. Le 18 mars, vers 2 heures du matin, à Khan Younès, dans le sud de l'enclave, la maison à côté de celle de sa famille a été bombardée. Les murs leur sont tombés dessus. La tente qu'avait érigée son frère sur les ruines de son logement, mitoyen de celui des parents et où il vivait avec sa femme, ses deux garçons et ses deux filles, a pris feu. « *J'ai sorti ses enfants des flammes* », raconte Hani Qazzaz. *Heureusement, ils n'ont été que légèrement blessés.* » Lui s'en tire indemne, son frère, sa mère et son père sont touchés par quelques éclats, sans gravité. Leurs voisins – une famille de dix personnes – ont tous été tués.

« *Avant, raconte Hani Qazzaz, je m'imaginais qu'on n'éprouve rien quand on est bombardé, on meurt sur le coup. Ce n'est pas vrai. On ressent tout : le missile qui arrive, l'explosion, les éclats, la douleur, tout !* » Sa —→

Sewar et sa mère Reem, dans le nouvel appartement qu'elles partagent à Ramallah (Cisjordanie), le 2 avril.



“Parfois, je prends soudain conscience que je ne pourrai plus jamais parler à mon grand-père, à ma grand-mère, à mon oncle Hussein. Et c'est comme si je réalisais une nouvelle fois qu'ils sont morts.”

Sewar Redwan, 16 ans

— famille a choisi de rester chez elle, malgré tout. Hani Qazzaz leur a aménagé un abri dans les ruines de leur propre maison, puis il est reparti dans le Nord, chez lui, retrouver son épouse (la belle-mère de Sewar et Zaina) et leurs deux enfants, Mohammed, 6 ans, et Alma, 3 ans. L'avocat de 50 ans, affilié à l'Autorité palestinienne, rivale du Hamas, balaie d'un soupir les justifications de l'armée israélienne, qui dit viser les combattants du mouvement islamiste palestinien.

Pour lui, Israël se venge du 7-Octobre sur le peuple palestinien et franchit « toutes les lignes rouges » dans l'indifférence du monde. « *Les bombardements, l'extermination, le viol des femmes et des hommes dans les prisons... Il n'y a rien qu'ils ne nous aient fait subir* », décrit-il. Des ONG de défense des droits humains comme Amnesty International et Human Rights Watch ainsi que l'ONU ont documenté ces crimes dans l'enclave et dans les centres de détention israéliens. Et la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et son ex-ministre de la défense Yoav Gallant, accusés de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité ». « *Les gens à Gaza n'ont pas eu leur mot à dire sur le 7-Octobre. Et, aujourd'hui, ils n'ont d'autre choix que de subir. On est dans une grande prison* », ajoute Hani Qazzaz.

À l'autre bout du fil, dans le salon de Ramallah, Sewar pleure en silence, entortillant le bout d'une mèche bouclée autour de son index aux ongles vernis de rose pâle. D'ordinaire, le père épargne sa « Soussou », comme il la surnomme avec affection. Il lui cache ses angoisses, le traumatisme permanent, l'absence de contrôle sur sa vie. Depuis un an et demi, Sewar, elle, vit dissociée des événements. « *Au début, regarder les infos m'affectait beaucoup, j'évitais. Aujourd'hui, c'est différent : même si je vois, je me refuse à comprendre, tente-t-elle d'expliquer avec de grands gestes qui font virvolter les pans de son peignoir écossais. Encore maintenant, parfois je prends soudain conscience que je ne pourrai plus jamais parler à mon grand-père, à ma grand-mère, à mon oncle Hussein. Et c'est comme si je réalisais une nouvelle fois qu'ils sont morts. Je ne cesse d'oublier puis de me souvenir à nouveau.* » Avec sa longue silhouette, ses réflexions imagoées et son vocabulaire précis, on oublierait facilement que Sewar n'a que 16 ans. Sa vie s'est rétrécie, coupée de son centre, Gaza, où elle a laissé « tous ceux [qu'elle] aime ». Dans le nouvel appartement, elle a désormais une chambre pour elle toute seule. Elle y passe le plus clair de son temps libre. Dans son lycée privé chrétien, à Ramallah, elle peine à nouer des amitiés sincères. Ses camarades, issus des classes privilégiées palestiniennes, ont été largement épargnés par les horreurs de l'occupation israélienne. « *Quand je parle avec quelqu'un d'ici de ce qui se passe à Gaza, j'ai l'impression que je l'ennuie, résume-t-elle en se balançant sur son tabouret. Je n'aime pas non plus parler avec mes amis qui sont restés à Gaza, car je sais à quel point leur situation est atroce. Je me sens coupable, car je suis partie. J'ai beau leur dire que je ressens ce qu'ils ressentent, je ne vis rien de comparable à ce qu'ils endurent.* »

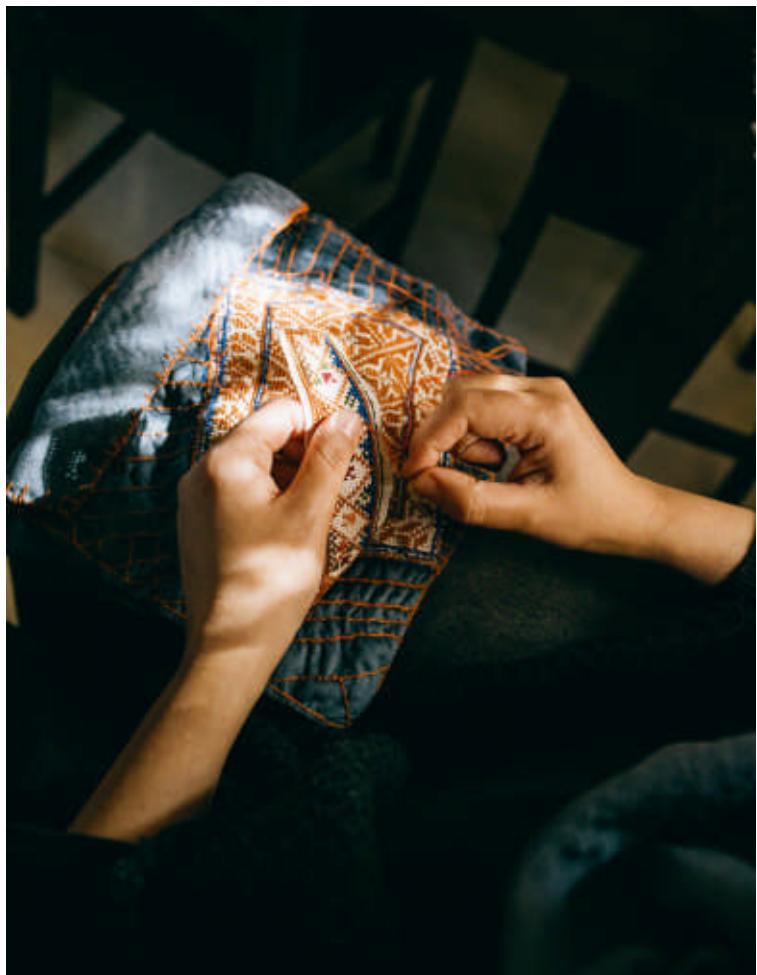
Les atrocités ont forcé des non-dits, creusé des distances. Reem s'est abstenu de montrer les mets qu'elle a cuisinés pendant le ramadan à sa sœur Suheir, restée à Gaza. L'abondance à Ramallah lui paraissait obscène alors que rien n'entre dans l'enclave depuis le 2 mars, date à laquelle Israël a décidé de bloquer toutes les marchandises, violent l'accord de trêve. D'ordinaire, les deux sœurs passaient l'Aïd, qui marque la fin du mois de jeûne, chez leurs parents. Cette année, Reem n'a rien célébré. Le soir du deuxième jour, elle s'installe dans sa cuisine, sur le petit bar qui sert de table à manger et, après le dîner, elle appelle sa sœur Suheir qui vit dans un appartement à Khan Younès, avec sa fille Sarah et six autres déplacés. « *Je te parle et mon téléphone est appuyé contre la barquette de piments. À Ramallah, ils n'ont aucun goût, ils ne piquent pas du tout* », plaisante Reem. À Gaza, la cuisine est plus relevée qu'en Cisjordanie, l'arabe plus chantant, les manières d'interagir plus directes et chaleureuses. Tout cela lui manque.

Sur l'écran, Suheir sourit, son visage encadré par un voile noir, ses lunettes un peu descendues le long du nez. Elle ressemble davantage à leur mère, Na'ama, le profil plus allongé. « *Depuis trois ou quatre jours, la connexion Internet est très mauvaise, prévient-elle, sa voix se faisant métallique par moments. Je ne me sens pas tranquille. La zone est bombardée, les bâtiments s'effondrent, les rues sont défoncées, il n'y a ni eau ni électricité...* » Son quotidien est rythmé par des tâches éreintantes : chercher de l'eau, charger le téléphone et des batteries pour la nuit... Peu à peu, leur —

Reem et sa fille Sewar à Ramallah. Sur leurs photos, l'aînée, Zaina, partie étudier à Barcelone, et des souvenirs de famille.



Depuis le 18 mars et la reprise des bombardements sur Gaza, Reem perd encore un peu plus espoir. Son énergie faiblit, mais elle est entièrement tournée vers l'enclave. Elle organise des réseaux pour aider ses connaissances sur place, rassure les siens.



Reem passe beaucoup de temps à broder en suivant les dernières informations. Page suivante, Sewar, à Ramallah, le 31 mars, jour de l'Aïd, qu'elle et sa mère n'ont pas célébré.

— humanité leur a été arrachée, insiste-t-elle : « *Les scènes que tu vois dans les hôpitaux, les gens amputés, les blessés, les enfants qui mendient... Tu ne peux ni aider ni même accompagner, rien.* »

Avec sa famille, cette pharmacienne de 55 ans s'est retrouvée à errer dans les rues du centre de la bande de Gaza pendant plus d'une journée, sans accès à des sanitaires. Déplacés par un énième ordre d'évacuation, ils ne trouvaient nulle part où dormir, privés de quoi rester dignes. Les silences et les expressions pudiques de Suheir cachent des douleurs tuées, enfouies dans l'urgence de survie qui l'étrangle depuis un an et demi. Sa voisine Manal, dont elle savait tout, dont elle était plus proche encore que de ses sœurs, a été tuée le 19 mars 2024 alors que Suheir avait fui dans le Sud. Le mari de Manal avait refusé d'évacuer la ville de Gaza. Une balle de sniper l'a fauchée, chez elle. L'ambulance alertée a été contrainte de faire demi-tour, sous les tirs. La famille a dû garder le corps plusieurs jours avant de pouvoir enfin l'enterrer, une fois les combats terminés dans la zone.

« *On a une seule demande : vivre libres et en dignité. On ne veut pas se venger, on ne cherche à déplacer personne. Peu importe le prix à payer, notre cause est humaniste, elle privilégie l'humain* », martèle Suheir. Elle marque une pause, change de position sur le canapé, plus droite, tirant sur son pull rouge. « *Ceux qui sont le plus affectés par ce qui se passe, c'est le peuple israélien.* » À Gaza, les Israéliens ont, selon elle, abandonné leur « *humanité* » et leurs « *valeurs* ». Cette « *barbarie* » laissera des traces dans leur société, prédit-elle.

À Ramallah, le soir, Reem s'installe souvent sur le canapé du salon, le kit de broderie hérité de sa mère à côté d'elle. Du bout de son aiguille, elle fait surgir des motifs géométriques colorés sur des coussins ou des sacs, prêtant l'oreille aux analystes sur les plateaux de télévision. Elle lit beaucoup, aussi, pour tenter de satisfaire sa soif de comprendre, et, depuis notre première rencontre, s'intéresse davantage à la société israélienne. Sur les réseaux sociaux, elle interroge des chercheurs et des experts qu'elle a connus par son travail de consultante indépendante pour des ONG, pour tenter d'en apprêhender les rouages et les contradictions.

Son regard sur les Israéliens a changé. Elle estime que les manifestations qui ont lieu chaque samedi soir à Tel-Aviv n'ont pas un mot pour son peuple à elle, qu'elles sont uniquement concentrées sur la libération des otages israéliens encore détenus dans l'enclave. « *La prise d'otages, dans l'absolu, c'est mal. Mais, dans le contexte palestinien, elle a une explication : c'est une réponse à l'arrestation par Israël des enfants palestiniens sans motif* », soutient Reem. Le 7-Octobre, selon elle, a eu lieu après « *une série d'attaques israéliennes* », de crimes contre les Palestiniens et des décennies de colonisation. Le Hamas, de son côté, est soupçonné d'avoir commis des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre lors de ces massacres, sur lesquels enquête la Cour pénale internationale. Fin octobre 2023, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a condamné : « *Rien ne peut justifier les assassinats et les enlèvements* », mais il a lui-même ajouté qu'il était « *aussi important de reconnaître que les attaques du Hamas ne viennent pas de nulle part* ».

« *Nous ne sommes pas idiots au point de dire : "Oh, les Israéliens, c'est une société qui aime la paix." Ça fait bientôt deux ans qu'on est dans une situation de génocide, le sang inonde les rues, qu'ont-ils fait en Israël ? Rien. Ni pour leurs otages ni pour nos morts, s'indigne-t-elle. Je vois une société qui, tout entière, veut tuer. Même si ça nuit à leur économie, que leurs enfants sont brisés dans cette guerre, ils continuent, malgré tout.* »

Depuis le 18 mars et la reprise des bombardements sur Gaza, Reem perd encore un peu plus espoir. Son énergie faiblit, mais elle est entièrement tournée vers l'enclave. Elle organise des réseaux pour aider ses connaissances sur place, rassure les siens. Elle passe aussi des coups de fil à Gaza, dans le cadre des enquêtes qu'elle mène pour son travail. Début avril, elle a perdu le frère de sa belle-sœur, Islam. Ce père de famille de 34 ans a inhalé des gaz après un bombardement. Il en serait mort, selon les informations qu'elle a reçues. Comme il n'est pas décédé directement à cause d'une explosion ou de tirs, il ne sera pas décompté dans les statistiques des morts à la guerre, soit plus de 51 000 Palestiniens depuis le 7-Octobre. « *On boit, on mange, on pleure. On boit, on mange, on enterre* », soupire Reem en cherchant dans son téléphone la photo des deux petites filles d'Islam, « *si belles qu'elles brillent dans la nuit* ». Elle s'arrête sur des clichés d'adultes souriants, en fait défiler quelques-uns puis repose l'appareil, oubliant sa quête initiale. « *Mon téléphone est devenu un cimetière* », murmure-t-elle, le regard fixé sur ses genoux, la tête baissée. (M)

ناری اسلامی

ناری

